

## COMMERCE EXTÉRIEUR

## La sous-facturation prend de l'ampleur

**La sous-facturation des biens ou services notamment importés est une pratique qui émerge mais qui s'avère préjudiciable en termes de recettes fiscales moindres et d'autant qu'elle peut impacter négativement sur la production domestique.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le commerce extérieur est marqué par plusieurs pratiques informelles, frauduleuses et prohibées. Parmi ces pratiques, la sous-facturation des biens et des services lors des opérations d'importation même si ce phénomène est aussi présent dans les activités d'exportation.

Ainsi, lors d'une opération d'importation, un opérateur achète un bien auprès d'un fournisseur, au niveau local ou à l'étranger, pour un montant donné ou pour une quantité précise. Ce bien est toutefois déclaré, factures à l'appui, à un montant inférieur ou une quantité moindre au niveau bancaire et des services douaniers. Une situation que l'importateur assume certes, en versant la différence de prix à son fournisseur en recourant au marché noir de la devise, ce qui encourage l'expansion de ce dernier. Toutefois, cet inconvénient reste relatif puisque l'opérateur dispose de moyens pour compenser le différentiel de prix et pouvoir bénéficier d'une marge maximale.

Outre la minoration de la valeur déclarée du bien, l'opérateur peut bénéficier d'avantages douaniers (réductions ou exonérations de droits de douane...), ce qui lui permet juste-

ment de compenser ses pertes. Ce faisant, cet opérateur est assujéti à la taxation fiscale (taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur l'activité professionnelle...) sur la base de la valeur déclarée et/ou la quantité déclarée. Ce qui représente également une moins-value fiscale, dans la mesure où les services des Impôts ne collectent des ressources que sur les montants déclarés. Soit une minoration fiscale artificielle par l'assujéti mais une moins-value fiscale préjudiciable pour l'économie nationale. Voire, ce préjudice pourrait être plus important au regard des avantages fiscaux (exonérations, réductions...) dont pourrait bénéficier cet opérateur dans le cadre de la distribution ou la réalisation d'opérations de production.

La sous-facturation existe également à l'exportation, à travers la réalisation d'un maximum de marge à l'extérieur du pays. Ainsi, des opérateurs ou des intermédiaires transigent sur des quantités exportées, souvent à des prix en deçà de leur valeur réelle et en sachant tirer profiter des dispositions fiscales en vigueur. Ce qui permet d'obtenir des plus-values intéressantes pour les concernés mais sans contrepartie réelle pour l'économie nationale et souvent en

infraction avec la réglementation des changes et celle régissant l'investissement étranger.

Bien que prégnante notamment dans le secteur agroalimentaire, l'automobile et à un degré moindre dans l'électroménager, la pratique de la sous-facturation reste encore méconnue. «Il n'est pas évident d'établir une estimation précise de la sous-facturation» en matière d'importation, relève l'expert financier Mohamed Ghernaout.

Cet expert des questions financières et bancaires relève néanmoins que cette pratique est «compréhensible» localement, en estimant que la moins-value fiscale pourrait être estimée potentiellement à quelque 10%, en l'absence d'études précises. Toutefois, cette pratique de la sous-facturation reste assez limitée à l'international dans la mesure notamment où le contrôle bancaire existe, au-delà des pratiques de blanchiment d'argent et de développement des paradis fiscaux. Cela même si d'aucuns avancent que la sous-facturation à l'exportation représente une part de 40% dans la fuite de capitaux. Cela étant, la pratique de la sous-facturation des opérations de commerce extérieur s'avère préjudiciable également vis-à-vis de la production nationale de biens ou services.

Dans la mesure où la sous-facturation génère des plus-values intéressantes pour ses auteurs mais non engrangées par le Trésor public et les



Photo : Samir Sid.

La sous-facturation, une pratique préjudiciable à l'économie nationale.

Impôts, elle favorise par conséquent le développement de la concurrence déloyale. Voire, elle porte atteinte au développement de la production locale. Alors qu'un bien ou un service est importé sous-facturé, le même bien ou service qui serait produit localement reviendrait plus cher en raison de la taxation fiscale ou douanière imposée. Et cela même si des incitations et des avantages peuvent être accordés aux producteurs locaux.

Ainsi, un investisseur intéressé par la fabrication du même bien pourrait être bridé dans son engagement et privilégierait dans ce cas l'importation et la facturation irrégulière au détriment de la production. Un impact à relativiser toutefois, considère

le même expert, d'autant que l'offre domestique ne couvre encore que partiellement la demande locale.

En somme, le phénomène de la sous-facturation émerge même s'il reste toutefois à bien apprécier, à estimer correctement. Ce qui soulève en fait la nécessité de mettre en œuvre de véritables réformes du système financier, fiscal et douanier national, d'impulser une réelle politique de développement de la production nationale et d'amélioration de l'attractivité à l'investissement et de consolider davantage le dispositif de contrôle bancaire, lutte contre la fuite de capitaux et régulation et assainissement du commerce extérieur.

C. B.

## PROJET DE LA NOUVELLE LOI SANITAIRE

## 70% des textes d'application déjà prêts

**Le projet de la nouvelle loi sanitaire sera bientôt examiné lors d'un Conseil des ministres avant de passer au vote des parlementaires. Selon le ministre de la Santé, 70% des textes d'application de cette nouvelle loi sont d'ores et déjà prêts. Boudiaf prendra dès samedi prochain la route pour défendre et expliquer son projet à la population et au personnel de la santé.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - La nouvelle loi sanitaire ne tardera pas à voir le jour. Pour accélérer son application, le ministère de la Santé n'a pas attendu le vote de ladite loi pour préparer ses textes d'application. Abdelmalek Boudiaf a annoncé hier, lors d'une visite dans la capitale, que 70% des textes d'application de la nouvelle loi sanitaire sont déjà prêts. Ceci pour une mise en œuvre effective.

«Chaque semaine nous préparons un texte d'application, une fois le projet de loi voté par les deux Chambres de parlement, les textes sont prêts à être mis en œuvre. Nous avons fait beaucoup de comparaisons avec les systèmes de santé des autres pays et nous avons pris ce qui peut s'appliquer chez nous pour moderniser le secteur et garantir l'accès aux soins», a souligné le ministre de la Santé. D'ailleurs, pour expliquer et



Boudiaf lors de sa visite d'inspection dans la capitale.

défendre son projet, Boudiaf entamera à partir de samedi prochain des rencontres régionales dans les wilayas du pays.

Les gestionnaires des polycliniques privées seront de la partie et viendront pour exposer leur travail. «Il existe plus de 34 900 lits dans le privé, c'est un pourcentage important dans ce secteur qui joue son rôle de complémentarité avec le secteur public. Je veux les accompagner et il n'est pas question de les laisser perdus comme c'est le cas actuellement», a indiqué Boudiaf. Le ministre qui s'est déplacé hier, pour la deuxième journée

consécutif, dans les établissements de santé d'Alger (Bologhine, Ben Aknoun,) a demandé aux professeurs chefs de service de s'impliquer dans l'externalisation des spécialités notamment dans la gynécologie obstétrique. D'ailleurs, dit-il, pour améliorer la prise en charge des femmes enceintes dans les maternités, 530 lits, mère-enfant sont en cours de réalisation dans la capitale, (150 dans la ville de Douéra, 150 à Baïnem, 150 à Rouiba et 86 à Baba Hassen). «Il n'y a pas eu de réalisation de nouveaux lits depuis 1981 dans la capitale, ce qui a engendré cette

situation que vivent les femmes dans les maternités», a noté le premier responsable du secteur.

Pour changer les choses, Boudiaf demande l'implication de tout le personnel de la santé. «Je demande de la conviction et de l'engagement et j'imposerai ça au personnel de la santé, je vous demande de m'aider pour changer l'image qui vous colle à la peau actuellement, des gens qui ne travaillent pas», a demandé le ministre qui a relevé aussi le problème des départs en congé.

«Il n'est pas normal que l'on libère tout le personnel en même temps durant les mois de juin, juillet et août, une période qui connaît un pic en particulier pour les accouchements», a indiqué le ministre qui veut désormais aller vers le système de l'évaluation.

**«La gratuité des soins n'est nullement remise en cause»**

Le ministre de la Santé continue de répondre à ses détracteurs à propos de la remise en cause de la gratuité des soins. Boudiaf rappelle que la nouvelle loi sanitaire assure la gratuité des soins. «La gratuité, c'est dans la Constitution et elle est rattachée à l'existence de l'Algérie et personne ne compte remettre en cause cet acquis», a-t-il encore déclaré.

S. A.

Photo : NewPress